

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
Pôle Sites et Sols Pollués
2 avenue Grüner
Allée C
42000 ST ETIENNE

St Etienne, le 23/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES

ZAC des Granges
42600 Montbrison

Références : UiD4243-DSSP-024-0135
Code AIOT : 0006108982

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2024 dans l'établissement ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES implanté ZAC des Granges 42600 Montbrison. L'inspection a été annoncée le 12/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite entre dans le cadre d'une action régionale relative aux rejets aqueux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES
- ZAC des Granges - 42600 Montbrison
- Code AIOT : 0006108982
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non.

Les principales activités du site sont le déconditionnement de biodéchets et le transit, regroupement, tri d'ordures ménagères de déchets recyclables collectés en mélange auprès des ménages et de déchets industriels non dangereux.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 21-II et 58-IV	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des dépassements sont constatés sur un des trois prélèvements réalisés sur les rejets d'eaux pluviales en 2023 et sur le dernier prélèvement réalisé sur les eaux résiduaires industrielles; ils portent sur les paramètres globaux (DCO, DBO5, NGL, MES).

Aucun dépassement n'est constaté sur les micropolluants.

Suite à ces dépassements, des actions correctives ont rapidement été mises en œuvre (nouveau poste de relevage, nouvelle campagne de prélèvement, vérification de la fiabilité des prélèvements).

Il est attendu de l'exploitant qu'il transmette à l'inspection :

- les résultats d'analyses portant sur les quatre rejets dont les prélèvements étaient programmés le lendemain de la visite d'inspection,
- l'évaluation du débit des eaux résiduaires industrielles à partir des relevés des temps de fonctionnement de la pompe du nouveau poste de relevage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter le plan des réseaux de son installation. Le plan est très complet. Tous les réseaux d'effluents aqueux (eaux résiduelles industrielles, eaux pluviales, eaux domestiques...), et les points de rejets associés à chaque réseau sont représentés. Il est cohérent et correspond à la réalité du terrain. La dernière mise à jour date de 2023. L'exploitant a indiqué avoir réalisé des travaux d'amélioration de son réseau d'eaux résiduelles industrielles début mars 2024. Il s'est engagé par courriel du 22 mars 2024 à porter ces dernières modifications sur son plan.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduelles sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Les trois ouvrages de rejet d'eaux pluviales permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu naturel. Un contrôle visuel au niveau de chacun des points de rejets d'eaux pluviales n'a montré aucune anomalie. Les eaux résiduelles industrielles sont rejetées dans le réseau de collecte des eaux usées urbaines géré par Loire Forez Agglomération. L'équipement de relevage de ces eaux est neuf.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Un point de prélèvement est aménagé pour les eaux résiduelles industrielles et est aisément accessible, il permet les interventions des organismes de contrôle en toute sécurité.

<p>Les prélèvements pour les trois rejets d'eaux pluviales sont réalisés en sortie de chacun des trois séparateurs d'hydrocarbures qui se situent dans l'emprise de l'établissement. Ils sont accessibles et permettent également de travailler en toute sécurité.</p> <p>L'exploitant a indiqué vouloir déplacer les points de prélèvements des eaux pluviales directement au niveau des rejets dans le milieu naturel, en sortie de chacune des trois conduites pour permettre une meilleure représentativité des échantillons. L'accès aux points de prélèvement projetés reste assuré. Il sera nécessaire pour l'opérateur de s'équiper de cannes de prélèvement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée : [...]</p> <p>Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement n'est pas soumis à GIDAF.</p> <p>Les périodicités minimales de surveillance sur les différents rejets sont respectées.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il a dû une nouvelle fois changer de prestataire pour les prélèvements de ses rejets du fait de la difficulté pour lui de trouver des organismes de contrôle disponibles dans des délais raisonnables.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement</p>
<p>Prescription contrôlée : Article 21-II « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. »</p> <p>Article 58-IV « Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter les derniers résultats d'analyses pour tous les rejets de son établissement.</p> <p>En ce qui concerne les 3 rejets d'eaux pluviales, deux sont conformes, un présente des dépassements en DCO, DBO5, NGL et MEST. D'après l'exploitant, ces dépassements peuvent s'expliquer par la difficulté d'opérer à des prélèvements fiables en sortie de séparateurs d'hydrocarbures où l'eau est peu renouvelée du fait de la faible pluviométrie. Comme précisé dans le constat 3, il envisage de faire procéder aux prélèvements directement en sortie de conduite pour les 3 rejets d'eau pluviale.</p> <p>La dernière analyse sur les ERI montre des dépassements pour les paramètres globaux.</p>

L'exploitant a réalisé des travaux afin d'améliorer la qualité et les flux de ses rejets. Un nouveau poste de relevage a été installé début mars 2024. Deux tiers des ERI sont désormais réinjectés dans le process de déconditionnement des biodéchets. La modification permettra de diminuer la consommation en eau et diminuer les flux rejetés. Une campagne de prélèvement est programmée le lendemain de la visite d'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est attendu de l'exploitant qu'il transmette aux services de l'inspection les résultats d'analyses effectués sur les prélèvements du 20 mars 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m ³ . Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : Le débit maximal journalier des eaux résiduaires urbaines est très inférieur au seuil des 100 m ³ /j (de 10 à 20 m ³ /j). Le débitmètre installé pour mesurer le débit de ces eaux continue à dysfonctionner malgré plusieurs interventions d'un organisme de contrôle spécialisé. L'inspection indique à l'exploitant que du fait du faible débit rejeté, il peut être estimé à partir de la consommation d'eau ; une mesure en continue du débit ne lui est pas opposable. L'exploitant a indiqué procéder à des relevés de ses consommations d'eau et envisage de mettre en place des relevés des temps de fonctionnement de la pompe de relevage nouvellement installée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est attendu de l'exploitant qu'il transmette l'estimation du débit d'ERI rejeté à partir des relevés de fonctionnement du nouveau poste de relevage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois